

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 VALENCE

Valence, le 14/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/12/2022

Contexte et constats

Publié sur 

Ville de Valence (Incinérateur de Boues Valence)

Quartier Mauboule
26000 Valence

Références : 20230210-RAP-DAEN-0180
Code AIOT : 0010300143

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/12/2022 dans l'établissement Ville de Valence (Incinérateur de Boues Valence) implanté Quartier Mauboule 26 000 Valence. L'inspection a été annoncée le 26/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Ville de Valence (Incinérateur de Boues Valence)
- Quartier Mauboule 26000 Valence
- Code AIOT : 0010300143
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'incinérateur de boues de station d'épuration implanté quartier Mauboule à Valence est exploité par l'EPCI Valence Romans AGGLO. Cette exploitation est sous traitée à la société Véolia Eau, le contrat de sous-traitance a été renouvelé dernièrement pour 15 ans.

Depuis plusieurs années, le site subit plusieurs dysfonctionnements et n'est pas en fonctionnement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative
- rejets atmosphériques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Tableau des activités	Arrêté Préfectoral du 18/01/2018, article 3	/	Lettre de suite	6 mois
4	VLE AIR	Arrêté Préfectoral du 19/11/2012, article 4	/	Lettre de suite	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Surveillance de l'impact sur l'environnement	Arrêté Préfectoral du 18/01/2018, article 4	/	Sans objet
3	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 19/11/2012, article 5	/	Sans objet
5	Mesure en semi-continu des dioxines et furannes	Arrêté Préfectoral du 19/11/2012, article 5.2	/	Sans objet
6	Stockage des résidus d'incinération	Arrêté Préfectoral du 19/11/2012, article 6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le four d'incinération du site de Valence-Romans Agglo a subi plusieurs soucis qui n'ont pas permis son fonctionnement depuis plusieurs années.

Pour 2023, le site devrait reprendre de façon optimale son activité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Tableau des activités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2018, article 3
Thème(s) : Situation administrative, rubrique ICPE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le tableau des activités classées
Constats : Le dossier d'autorisation du site validé en 2018 indique que le four a une capacité de combustion de 620 kg/h de matières sèches. Cette activité est classée sous la rubrique 2771 « Installation de traitement thermique de déchets non dangereux ». Cependant la réglementation ICPE prévoit également une rubrique pour le classement IED des incinérateurs. La rubrique 3520 « Incinération ou co-incinération de déchets , a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure. » L'exploitant indique que cette capacité de 3 t/h de matière globale n'est jamais atteinte, mais il ne peut le justifier techniquement. DEMANDE 1: L'exploitant motivera techniquement la capacité maximale d'incinération de son installation afin de justifier son positionnement par rapport à la rubrique 3520. DÉLAI : 6 Mois
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Surveillance de l'impact sur l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2018, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un programme de surveillance de l'impact sur l'environnement est réalisé. Ce programme concerne au moins les dioxines et les métaux suivants : cadmium, chrome, cuivre, mercure, nickel, plomb, zinc, arsenic. Ce programme est réalisé sur 4 points de contrôle soit les points A', B, D' et un point témoin hors panache de dispersion (l'emplacement précis de ce point est déterminé conformément aux recommandations d'une société spécialisée en environnement). Il comporte : <ul style="list-style-type: none">• une campagne annuelle d'analyses réalisée sur une période de 2 mois à l'aide de jauges « Owen » implantées au niveau des 4 points de contrôle. Ces jauges sont en verre pour les PCDD/F et en PEHD pour les ETM ;• une campagne d'analyses réalisée tous les 3 ans sur des prélèvements de sol au niveau des 4 points de contrôle. Le rapport relatif à la campagne est transmis à l'inspection dans le mois suivant sa réception.
Constats : L'exploitant réalise les campagnes annuelles de surveillance de l'environnement. La dernière date de 2021. Elle a été réalisée par l'entreprise BIO-TOX sur la période de novembre-décembre 2021. Pour 2022, le site n'étant pas en fonctionnement, il a été convenu que la campagne pouvait être décalée mi 2023 plutôt que fin 2023. Pour les derniers résultats, les dépôts de dioxines et furanes dans les jauges sont faibles, en dessous des référentiels. Toutefois, le site n'étant pas en fonctionnement, il est noté une contribution d'autres sources d'influence. Concernant les métaux, les dépôts dans les jauges sont inférieurs aux valeurs de référence.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2012, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures contradictoires VLE Air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, deux mesures par an de l'ensemble des paramètres mesurés en continu et en semi-continu. L'exploitant doit faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, au moins deux mesures à l'émission par an du cadmium et de ses composés ainsi que du thallium et de ses composés, du mercure et de ses composés, du total des autres métaux (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V), des dioxines et furannes. La mesure en continu du fluorure d'hydrogène (HF) peut ne pas être effectuée si l'on applique au chlorure d'hydrogène (HCl) des traitements garantissant que la valeur limite d'émission fixée n'est pas dépassée. Dans ce cas, les émissions de fluorure d'hydrogène font l'objet d'au moins deux mesures par an. La mesure de la teneur en vapeur d'eau n'est pas nécessaire lorsque les gaz de combustion sont séchés avant analyse des émissions. La mesure en continu du chlorure d'hydrogène, du fluorure d'hydrogène et du dioxyde de soufre n'est pas nécessaire lorsque l'arrêté préfectoral d'autorisation autorise seulement l'incinération de déchets qui ne peuvent pas entraîner des valeurs moyennes de ces substances polluantes supérieures à 10 % des valeurs limites d'émission fixées pour ces substances.
Constats : L'incinérateur est à l'arrêt technique depuis juin 2020 (problème sur la paroi du four, problème échangeur et différents travaux..). L'incinération des boues a repris en phase « test » mi-novembre 2022. Le fonctionnement optimal reprendra pour 2023. Les émissions dans l'atmosphère n'ayant pas eu lieu pendant les périodes de mesures prévues par la société SOCOTEC (juin et décembre 2021 et 2022), il n'y a pas eu de surveillance. Les dernières datent de décembre 2019 et mai 2020. Les prochaines sont programmées mi-janvier 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : VLE AIR

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2012, article 4-1
Thème(s) : Risques chroniques, VLE air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 1- Valeurs limites et surveillance des émissions incinération du four : 495 kg/h de matières sèches (à 20 % de siccité) 23 kg/h de graisses (à 30 % de siccité) - débit volumétrique des gaz résiduaires : 7 350 Nm ³ /h - vitesse verticale des gaz de combustion en sortie de cheminée : > 12 m/s - température de sortie Tableau des paramètres suivis
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas transmis les résultats des dernières mesures des paramètres suivis (décembre 2019 et mai 2020). Lors de la dernière inspection (08/11/2019), les résultats des mesures de mai 2019 avaient été contrôlées et il est noté que les paramètres NOx et poussières ne sont pas conformes à la VLE journalière mais respectent la VLE semi-horaire. Depuis, le système a été réétalonné le 09/12/22 par Sick Sensor Intelligence (entreprise fournisseur du système de mesure d'autosurveillance). Par ailleurs, le débit spécifique de graisses incinérées n'est pas suivi, car l'exploitant indique ne plus incinérer de graisses. DEMANDE 2: Transmettre à l'inspection les résultats des mesures de rejets atmosphériques de décembre 2019 et mai 2020, ainsi que les premières mesures de 2023. DEMANDE 3: Justifier techniquement le non suivi du débit de graisses. DÉLAI : 1 mois
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Mesure en semi-continu des dioxines et furannes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2012, article 5.2
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance dioxine et furanes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit réaliser la mesure en semi-continu des dioxines et furannes. Les échantillons aux fins d'analyse sont constitués selon la fréquence définie à l'annexe I de l'Arrêté du 20/09/02 relatif aux installations d'incinération de déchets non dangereux . Lorsqu'un résultat d'analyse des échantillons prélevés par le dispositif de mesure en semi-continu dépasse la valeur limite, l'exploitant doit faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, une mesure ponctuelle à l'émission des dioxines et furannes selon la méthode définie à l'annexe I de l'Arrêté du 20/09/02 relatif aux installations d'incinération de déchets non dangereux. Ce dépassement est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais.
Constats : L'exploitant réalise la mesure des dioxines et des furannes. Il s'agit de cartouches disposées pendant 28 jours puis analysées une entreprise accréditée COFRAC sous-traitante de l'entreprise SOCOTEC. Aucun dépassement n'a eu lieu.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Stockage des résidus d'incinération

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2012, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, résidus
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les big-bag contenant les résidus d'incinération sont stockés dans un local spécifique à l'écart des zones de travail en vu de permettre la décroissance des radioéléments qu'ils contiennent. L'accès à ce local est équipé d'un pictogramme d'avertissement de présence de matières radioactives ou de radiations ionisantes, et est maintenu fermé à clé. Des protections individuelles dont les protections des voies respiratoires sont à disposition du personnel. L'exploitant met en place les moyens permettant de justifier le temps de séjour des big-bag qui ne peut être inférieur à 30 jours.
Constats : Les boues issues de la station d'épuration de Valence sont susceptibles d'être contaminées par de la radioactivité lorsque des particuliers n'ont pas respecté les consignes de sécurité données lors de leurs passages au service de radiothérapie/médecine nucléaire d'un l'hôpital. Elles peuvent être contaminées également si un incident a lieu à l'hôpital sur leur système de gestion des eaux usées contaminées (gestion accidentelle). Afin d'éviter toute exposition et tout refus de déchets, l'exploitant a mis en place une procédure avec mesure de contrôle de la radioactivité de tous les big-bag sortant de son site (peu importe le temps de séjour). DEMANDE 4: transmettre à l'inspection des installations classées, une demande de modification de cette prescription en justifiant les moyens compensatoires. DÉLAI : 6 mois
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet